



---

DIRECTION SYSTEMES D'INFORMATION – DIVISION DES APPLICATIONS DE GESTION

**MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE  
POUR LA TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DU  
SYSTÈME D'INFORMATION COMPTABLE ET DES  
APPLICATIONS DE PAIE (SAP) DE L'ASSEMBLÉE  
NATIONALE**

**ACCORD-CADRE N° 25M061**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
1.1. Objet	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Forme	5
1.4. Durée	5
1.4.1. Durée de validité de l'accord-cadre	5
1.4.2. Durée maximale d'exécution des bons de commande	5
1.5. Montants	5
1.6. Lieux d'exécution	6
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES</b>	<b>6</b>
2.1. Ordre de priorité des pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
2.2. Conditions de dérogations au CCAG-TIC	6
<b>ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE</b>	<b>6</b>
3.1. Représentation des parties	6
3.1.1. Représentant de l'acheteur	6
3.1.2. Représentant du titulaire	7
3.1.3. Formes des notifications entre les parties	7
3.2. Obligations du titulaire	7
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	7
3.2.2. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	8
<b>ARTICLE 4 - PRIX</b>	<b>8</b>
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2. Détermination des prix	8
4.3. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	9
<b>ARTICLE 5 - PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 - CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>9</b>
7.1. Modalités de facturation	9
7.2. Mode de règlement	10
7.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	10
7.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	10
7.5. Présentation des demandes de paiement	10
7.6. Avance	11
<b>ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>11</b>
9.1. Responsabilité	11

9.2. Assurances	12
9.3. Impartialité	12
<b>ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>13</b>
10.1. Désignation de sous-traitants	13
10.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	14
<b>ARTICLE 11 - MODALITES DE COMMANDE ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS</b>	<b>14</b>
11.1. Modalité d'émission des bons de commande	14
11.1.1. Modalités d'établissement des bons de commande	14
11.1.2. Contenu des bons de commande	14
11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	15
11.1.4. Délais d'exécution	15
<b>ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>15</b>
12.1. Définitions	15
12.1.1. Définitions des résultats	15
12.1.2. Définition des connaissances antérieures	15
12.2. Régimes	15
12.2.1. Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures	15
12.2.2. Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires	16
12.3. Prix de la cession	16
<b>ARTICLE 13 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS</b>	<b>16</b>
13.1. Généralités	16
13.2. Modalités de vérification des prestations	16
13.3. Transfert de propriété	17
<b>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>17</b>
14.1. Obligation de confidentialité	17
14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	18
14.3. Protection des données à caractère personnel	19
<b>ARTICLE 15 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>19</b>
15.1. Délais d'exécution	19
15.1.1. Décompte des délais	19
15.1.2. Délais d'exécution des prestations	19
15.1.3. Prolongation des délais d'exécution des prestations	19
15.1.4. Sursis de livraison	19
15.2. Pénalités	20
15.2.1. Généralités	20
15.2.2. Modalités de calcul des pénalités pour dépassement des délais de remise des livrables	20
15.2.3. Modalités de calcul des autres pénalités pour manquement aux obligations contractuelles	20
15.2.4. Modalités d'application des pénalités	20
<b>ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE</b>	<b>21</b>
16.1. Résiliation	21

<b>16.2. Litiges</b>	<b>21</b>
<b>16.3. Langue</b>	<b>21</b>
<b><i>ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</i></b>	<b>22</b>
<b><i>ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</i></b>	<b>22</b>

# **ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

## **1.1. Objet**

L'accord-cadre a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la passation d'un marché de tierce maintenance applicative du système d'information comptable et des applications de paie (SAP) de l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **1.2. Allotissement**

Dans le respect des dispositions de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques techniques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'Assemblée nationale doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **1.3. Forme**

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

## **1.4. Durée**

### ***1.4.1. Durée de validité de l'accord-cadre***

La durée de validité de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

Il est conclu pour une période d'un (1) an à compter de sa date de notification. Les délais de réalisation des missions et de remise des livrables sont fixés à l'article 4 du CCTP.

### ***1.4.2. Durée maximale d'exécution des bons de commande***

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## **1.5. Montants**

Le présent accord-cadre est conclu, sur sa durée totale, sans montant minimum et avec un montant maximum de 56 333,33 euros HT, soit 67 600 euros TTC.

## **1.6. Lieux d'exécution**

L'accord-cadre est exécuté :

- dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ;
- dans les locaux de l'acheteur à l'adresse suivante : 233 boulevard Saint-Germain 75007 Paris.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES**

---

### **2.1. Ordre de priorité des pièces contractuelles de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre / lot dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières (BPU – bordereau des prix unitaires) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-TIC, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes (cadre de réponse technique).

Les exemplaires de ces documents conservés par l'Assemblée nationale font seuls foi.

### **2.2. Conditions de dérogations au CCAG-TIC**

Toute dérogation au CCAG-TIC qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-TIC l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

## **ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE**

---

### **3.1. Représentation des parties**

#### ***3.1.1. Représentant de l'acheteur***

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur des Systèmes d'information ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef de la division des Applications de gestion et son adjoint, également responsable du centre de compétences SAP (CCSAP) de la DSI, ainsi que le chef du Département technique.

### ***3.1.2. Représentant du titulaire***

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-TIC, dès la notification, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de dix (10) jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de recusation sans autre justification.

### ***3.1.3. Formes des notifications entre les parties***

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

La notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **3.2. Obligations du titulaire**

### ***3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil***

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

### ***3.2.2. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé***

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

## **ARTICLE 4 - PRIX**

---

### **4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Pour toutes les unités d'œuvre, les prix sont unitaires et définitifs.

Ils sont indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires).

### **4.2. Détermination des prix**

Le prix des prestations unitaires est déterminé dans chaque bon de commande en effectuant le rapport entre les prix unitaires, figurant dans le bordereau des prix unitaire, de l'unité d'œuvre considérée et les quantités commandées.



### **4.3. Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

## **ARTICLE 5 - PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

L'acheteur peut recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 - CLAUSE DE REEXAMEN**

---

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Ces modifications peuvent porter sur :

- l'ajout de nouvelles unités d'œuvres non prévues initialement et devenues nécessaires en cours d'exécution du accord-cadre. Ces unités d'œuvres doivent être en lien avec l'objet de l'accord-cadre ;
- les ajouts / suppressions / modifications, d'éléments constitutifs de certaines prestations.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

Le prix relatif aux prestations ajoutées devra être fixé en cohérence avec celui des autres prestations.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

### **7.1. Modalités de facturation**

Les paiements des unités d'œuvre sont effectués une fois que l'Assemblée nationale constate le service fait.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- le montant total HT des prestations exécutées ;

- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- le nom du service destinataire de la prestation ;
- la date et l'adresse de la livraison.

## 7.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

## 7.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

## 7.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

## 7.5. Présentation des demandes de paiement

**Important :** Après inscription du titulaire et de ses éventuels sous-traitants, ouvrant droit au paiement direct, sur le portail de dématérialisation de la facturation **Docaposte**, les factures seront déposées à l'adresse suivante :

<https://assemblee-nationale.e-facture.net>

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre peut être résilié.

## **7.6. Avance**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

## **ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

### **9.1. Responsabilité**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## 9.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier avant tout début d'exécution du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## 9.3. Impartialité

Le titulaire du présent accord-cadre ne pourra :

- remettre aucune offre dans le cadre de la consultation relative à la tierce maintenance applicative du système d'information comptable et des applications de paie (SAP) ou être membre d'aucun groupement candidat ni être sous- traitant d'un soumissionnaire ou du titulaire ;
- communiquer aucune information à un tiers conformément à l'article 14.1 du présent CCAP relatif à l'obligation de confidentialité ;
- assister de manière directe ou indirecte, un candidat durant toute la période de préparation et de passation du futur contrat.

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu, au vu de la liste des offres remises dans le cadre de la consultation relative à la tierce maintenance applicative du système d'information comptable et des applications de paie (SAP) et avant de prendre connaissance du contenu de ces offres, d'informer l'Assemblée nationale conformément à la **déclaration sur l'honneur signée**, de l'absence de lien direct ou indirect des membres de l'équipe chargée de la prestation avec l'un des candidats, dans la mesure où ce lien serait susceptible de constituer un conflit d'intérêt tel que défini au deuxième alinéa de l'article du L. 2141-10 du code de la commande publique.

Il s'engage à informer l'Assemblée nationale sans délais dans le cas où, en cours d'exécution du présent accord-cadre, un tel lien survient ou est révélé et à remplacer immédiatement la personne en cause aux fins de cesser le risque de conflit d'intérêt.

L'Assemblée nationale se réserve la faculté de récuser toute personne qui, intervenant dans la procédure de passation du marché susvisé, crée une situation de conflit d'intérêts. Le titulaire du présent marché s'engage à procéder sans délai au remplacement de la personne en cause.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, le remplacement est effectué à niveau d'expertise équivalent et sans frais pour l'Assemblée nationale.

## **ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE**

---

### **10.1. Désignation de sous-traitants**

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Le formulaire DC4<sup>1</sup> (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
  - ❑ la désignation précise des prestations sous-traitées,
  - ❑ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
  - ❑ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
  - ❑ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
  - ❑ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Le tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Les attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Les attestation d'assurance ;
8. La restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

**La demande d'agrément du sous-traitant doit être envoyée par courriel à l'adresse suivante :**

**[dsi.secretariat@assemblee-nationale.fr](mailto:dsi.secretariat@assemblee-nationale.fr)**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours (21) à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## 10.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

## ARTICLE 11 - MODALITES DE COMMANDE ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS

---

### 11.1. Modalité d'émission des bons de commande

#### *11.1.1. Modalités d'établissement des bons de commande*

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commandes précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur des Systèmes d'information de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations / fournitures.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

#### *11.1.2. Contenu des bons de commande*

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- le cas échéant les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations ;
- les prix unitaires HT de chaque ;
- les quantités commandées et le prix total ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai maximum de dix (10) jours à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons

de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

#### **11.1.3.      *Modification ou annulation d'un bon de commande***

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de 10 jours maximum à compter de la notification du bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de 10 jours, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-TIC.

#### **11.1.4.      *Délais d'exécution***

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article « pénalité » du présent CCAP.

## **ARTICLE 12 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

*L'administration souhaite être propriétaire des livrables documentaires issus des prestations du marché susvisé (ci-après dénommés « résultats »).*

*Il est impératif que les résultats puissent être exploités sans aucune limitation technique ou juridique. À cette fin, l'administration dispose de l'ensemble des droits permettant d'utiliser, d'exploiter, de diffuser ou de modifier les résultats.*

### **12.1. Définitions**

#### **12.1.1.      *Définitions des résultats***

Il est fait application de l'article 43-1 du CCAG-TIC.

#### **12.1.2.      *Définition des connaissances antérieures***

Il est fait application de l'article 43-2 du CCAG-TIC.

### **12.2. Régimes**

#### **12.2.1.      *Régimes spécifiques applicables aux connaissances antérieures***

Il est fait application de l'article 45.1 du CCAG-TIC.

### **12.2.2. Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables documentaires attachés aux prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le droit de diffuser ces supports par tous moyen de communication est effectué sous licence « **Creative Commons CC-BY-NC-SA** ».

L'Assemblée nationale se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultant de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et, par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels.

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

### **12.3. Prix de la cession**

Le prix de cette cession est compris dans le montant de l'accord-cadre pour les utilisations prévues dans le cadre de l'accord-cadre et pour la durée légale des droits d'auteur.

## **ARTICLE 13 - MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS**

---

### **13.1. Généralités**

Les opérations de vérification et les décisions de l'Assemblée nationale s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et en tant que de besoin sont précisées dans les bons de commande. Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution.

Conformément à l'article « pénalités » du présent CCAP, l'ajournement ou le rejet prononcé par l'Assemblée nationale constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

Les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

### **13.2. Modalités de vérification des prestations**

Au titre de chacune des prestations, le titulaire est tenu de transmettre à l'Assemblée nationale, l'ensemble des livrables qui s'y rattachent et ce dans les délais et conditions définis au sein du CCTP. Le contenu des livrables correspond rigoureusement aux exigences du CCTP.



À l'issue des opérations de vérification, l'Assemblée nationale prend une décision :

- d'admission lorsque les prestations répondent aux stipulations de l'accord-cadre ;
- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'Assemblée nationale les prestations mises au point ;
- de réfaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent être reçues en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

### **13.3. Transfert de propriété**

Le transfert des droits (cession) des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle fait suite à l'admission des prestations livrées.

## **ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

### **14.1. Obligation de confidentialité**

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

## **14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques**

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires pour vérifier la conformité.

### **14.3. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

## **ARTICLE 15 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS**

---

### **15.1. Délais d'exécution**

#### ***15.1.1. Décompte des délais***

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-TIC.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

#### ***15.1.2. Délais d'exécution des prestations***

Sauf dispositions plus précises dans le bon de commande, l'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés au CCTP.

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'Assemblée nationale, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

#### ***15.1.3. Prolongation des délais d'exécution des prestations***

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'Assemblée nationale dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

#### ***15.1.4. Sursis de livraison***

Un sursis de livraison peut être accordé par l'Assemblée nationale dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-TIC.

## 15.2. Pénalités

### 15.2.1. Généralités

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-TIC complété comme suit, lorsqu'un délai contractuel prévu au marché / accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article ci-après.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'Assemblée nationale, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'Assemblée nationale, à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article « modalités de vérification » du présent CCAP.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

### 15.2.2. Modalités de calcul des pénalités pour dépassement des délais de remise des livrables

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.2.3 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais de remise des livrables, à la date convenue, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 5 % du montant hors taxe de l'unité d'œuvre concernée.

Cette pénalité est augmentée de 1 % de ce même montant par livrable et par jour de retard à compter de l'échéance contractuelle de remise du livrable.

Le montant des pénalités est plafonné à 30 % du montant de l'unité d'œuvre concernée.

### 15.2.3. Modalités de calcul des autres pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures (par cas constaté)	50 €
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé (par jour calendaire jusqu'à régularisation)	200 €
Manquement aux obligations en matière de protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	1000 €
Manquement aux obligations en matière de confidentialité (par cas constaté)	1000 €

### 15.2.4. Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Assemblée nationale de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG-TIC.

## **ARTICLE 16 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE**

---

### **16.1. Résiliation**

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Constituent notamment des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- le refus d'exécuter une prestation prévue par l'accord-cadre ou la constatation des défaillances répétées dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre ;
- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement ».

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par l'article 54 CCAG-TIC.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

### **16.2. Litiges**

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

### **16.3. Langue**

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont toujours rédigés en Français.

## **ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-TIC :

- l'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG ;
- l'article 3.1.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG ;
- l'article 11.1.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG ;
- l'article 12.2.2 déroge à l'article 46 du CCAG ;
- l'article 15.2.2 déroge aux articles 14.1.1 et 14.2.3 du CCAG ;
- l'article 15.2.4 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG.

## **ANNEXE 1 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

---

L'annexe 1 fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.